



Première Organisation Syndicale en Haute-Marne

Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques
Section de la Haute Marne

DDFIP
5 rue de Lorraine
52000 CHAUMONT

fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr
03.25.30.68.34

CSAL janvier 2023

Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Après les fêtes de fin d'année et leur traditionnel cortège d'huîtres, foie gras et autres denrées fortement chargées en matières grasses et avant la tout aussi calorique saison des galettes, ce premier Conseil Social d'Administration Local reste lui aussi dans la tradition.

Comme chaque année à la même époque, il est en effet l'heure de dégraisser !
Force est de constater que la Direction Générale est en la matière plus efficace qu'une séance de sauna !

Sur les emplois, le PLF 2023 continue de récompenser bien peu glorieusement la DGFIP en la consacrant pour la énième année consécutive meilleure contributrice officielle de suppressions d'emplois dans toute la fonction publique d'État ! Il est des premières places plus glorieuses...

FO-DGFIP rappelle que nous avons connu 25 000 suppressions d'emplois depuis 2010 et que ce sont bien 850 suppressions de trop en 2023 au vu des difficultés majeures que rencontrent les collègues actuellement aux prises avec des réformes qui déstructurent et désorganisent comme jamais les missions.

Nos fâts ministres ont beau jeu de vouloir minimiser le nombre de suppressions d'emplois, mais pour **FO-DGFIP**, il n'en demeure pas moins que ce sont l'équivalent des effectifs de directions territoriales telles que le Morbihan, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées Atlantiques, le Haut-Rhin ou encore la Loire qui sont rayés de la carte en 2023.

Certes, 850 emplois supprimés est incontestablement le plus bas niveau de suppressions depuis fort longtemps. Il s'agit néanmoins d'un formidable aveu sur l'hémorragie constatée dans les effectifs, cette prétendue bonne nouvelle faisant tout de même disparaître près de 4 emplois par jours ouvrés !

Quelle structure privée ou publique supporterait un tel traitement sur des décennies ?

Les catégories B et C continuent de supporter la très large majorité des suppressions d'emplois au nom des prétendus « gains de productivité », notion qui est l'horizon indépassable de la pensée managériale hors-sol qui a contaminé notre ministère et nos décideurs.

S'ajoute à cela la poursuite de relocalisations bien éloignées des vertueuses intentions affichées ou des redéploiements sans une once de concertation.

Où sont les réarmements annoncés avec fracas ? Où est l'ambition proclamée ?

Dans un pays fracturé comme jamais, à l'heure où la dépression a remplacé le cancer comme première cause d'arrêt maladie dans toute la fonction publique, à l'heure où chacun s'interroge sur le manque d'attractivité, cette politique globale de rétraction et continue du service public comme s'il n'était qu'une suite de processus à rationaliser ad nauseam finira par nous conduire au pire.

Le service public ne vaut que par le sort que l'on réserve à ceux qui ont choisi de le servir, par leur investissement et leur engagement. Et, pour eux, toujours rien en terme de reconnaissance alors que les organisations syndicales représentatives unanimes exigent toujours l'ouverture de véritables négociations qui aboutissent à des revalorisations indemnitaires et à l'augmentation des volumes de promotion pour tous.

POUR UN BERCY DES FINANCES

FO DGFIP continue de porter, de concert avec sa fédération des finances, l'exigence d'un véritable Bercy des Finances pour conforter le service public économique et financier, ses emplois, ses implantations, revaloriser les rémunérations, rétablir un véritable plan de qualification, améliorer l'action sociale et la conduite d'une politique efficace de santé, d'hygiène et de sécurité avec des moyens renforcés.

Des années d'exemplarité à sens unique ont désormais fait de Bercy et de la DGFIP des exceptions.



**C'EST VOUS
POUR QU'ON SE BAT !**